

Chambre des Représentants

SESSION DE 1925-1926.

PROJET DE LOI

portant modification de certains droits d'entrée et d'accise, du droit proportionnel de consommation sur les tabacs fabriqués, et établissant un droit de statistique.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Messieurs,

La nécessité de procurer au Trésor de nouvelles ressources pour faire face aux besoins budgétaires a conduit le Gouvernement à proposer les mesures d'ordre fiscal développées ci-après.

DROITS D'ENTRÉE

(Art. 1^{er}).

D'après les dispositions actuelles du Tarif des douanes, les huiles minérales raffinées ou épurées légères, d'une densité inférieure à 0.78 à 15 degrés centigrades (éthers de pétrole et essences), sont assujetties en tarif minimum à un droit de base de 10 francs l'hectolitre avec coefficient 2, soit 20 francs.

Il s'agit là des produits communément appelés *essences* et qui sont utilisés surtout comme carburant pour actionner les véhicules automobiles.

La traction automobile sous toutes ses formes, a pris dans ces dernières années un développement extraordinaire : ce ne sont pas seulement les grandes artères, mais toutes les voies carrossables qui, dans le pays entier, sont constamment sillonnées par des voitures et des camions.

Le problème routier prend de ce fait une ampleur qui préoccupe vivement le public et retient naturellement aussi toute l'attention du Gouvernement.

Des plaintes s'élèvent au sujet de l'état des routes qui ne seraient pas toujours en parfait entretien. Que ces doléances soient parfois excessives, c'est certain ; mais qu'elles sont pour partie justifiées, il est honnête de le reconnaître également. Le mal provient surtout de l'usure rapide des voies, même établies ou réfectionnées dans les meilleures conditions et cette usure est la conséquence, en général, de la circulation intense des véhicules automobiles.

Ainsi se précisent deux aspects de la question : d'une part, ce sont les détenteurs de véhicules automobiles qui, devenus de grands usagers des routes, ont un intérêt particulier à ce que ces voies offrent les commodités qui conviennent ; d'autre part sans qu'il en soit fait grief, c'est la circulation des véhicules à leur usage qui provoque les plus sérieux dommages.

Dans ces conditions, le Gouvernement a pensé qu'il serait rationnel et équitable de concevoir la levée d'une contribution complémentaire qui serait supportée par ceux-là même qui sont les plus immédiatement en cause.

La formule consiste à doubler le droit de douane actuel sur les essences, ce qui permettrait d'affecter des sommes plus importantes à l'entretien des routes.

Il peut être utile de souligner que demeureraient libres de droits, les pétroles destinés à l'éclairage (pétroles lampants) ou à des usages exclusivement industriels, tels que les pétroles bruts, les huiles lourdes (dégraissage et autres), compris d'ailleurs sous une autre position du Tarif.

D'après la formule susindiquée, le droit de base sur les essences serait porté, en tarif minimum, de 10 à 20 francs l'hectolitre, avec coefficient 2; le taux s'élèverait ainsi à 40 fr. l'hectolitre, charge qui demeurerait encore inférieure à celle existant en d'autres pays, en France, notamment.

Il a paru utile de prévoir l'autorisation pour le Gouvernement de rendre éventuellement applicable le même droit aux produits classés sous le n° 193 du Tarif des douanes, savoir les produits de la distillation des huiles légères, dérivant de la houille, ou des goudrons minéraux. Ces produits sont imposés aujourd'hui au même droit que les essences. Mais comme ils sont obtenus abondamment dans le pays, que leur importation de l'étranger est peu importante et que le pour surplus, ils ne sont pas utilisés présentement pour la traction automobile, un relèvement actuel du droit ne s'indique point, l'avenir étant réservé grâce à la disposition considérée.

Est à envisager aussi le cas où, pour éluder le droit de douane, certaines firmes chercheraient à fabriquer les essences sur un grand pied dans le pays. Dans une telle éventualité, le Gouvernement aurait également le pouvoir d'établir, au besoin, sur les essences ainsi obtenues, un droit qui serait calculé en fonction du taux applicable à l'entrée.

L'augmentation de recettes à escompter de l'augmentation du droit d'entrée sur les essences peut être évaluée à environ 30 millions de francs.

* * *

Le relèvement des droits d'entrée visé aussi à l'article 1^{er}, en ce qui concerne les *bières*, l'*hydromel* et les *autres boissons fermentées*, est en corrélation avec la majoration du droit d'accise sur les bières, dont il est question ci-après.

DROITS D'ACCISE

(Art. 2.)

Jusqu'en 1919, le montant de cet impôt s'élevait à 10 centimes par kilogramme de farine déclaré, ce qui, pour une bière de bonne qualité, ne représentait qu'une charge de 1 1/2 centime par litre, soit 1/2 centime par verre de bière. Une telle charge comportait l'incidence ultra-moderne de 1 1/2 p. c. du prix de vente au détail de la boisson.

Par la loi du 3 août 1919, le taux de 10 centimes par kilogramme fut doublé, ce qui porta la charge, par verre, à 1 centime. Le prix de la marchandise ayant également doublé, l'incidence du droit répondait encore à 1 1/2 p. c. Mais dans les circonstances actuelles, cette incidence n'atteint plus que 1 1/10 p. c. de la valeur, en sorte qu'il se justifie pleinement d'opérer un rajustement.

Tel est le but de l'article 2, qui tend à doubler le taux actuel de l'impôt, lequel s'élèverait ainsi à 40 centimes par kilogramme de matières premières destinées à la confection du brassin.

A cet égard, il est à remarquer que, depuis quelques années, les matières utilisées en brasserie ne consistent plus exclusivement en farine ou en malt. C'est la raison pour laquelle, dans le projet, le terme ancien de « *farine* » est remplacé par celui de « *matières premières* ».

Le § 2 du même article donne au Gouvernement le pouvoir de rajuster les taux de décharge des droits.

Le relèvement de droit envisagé serait susceptible de procurer au Trésor, sans accroissement de frais de surveillance, un rendement supplémentaire de 20 millions de francs.

DROIT PROPORTIONNEL DE CONSOMMATION

(Art. 3 à 6.)

Les tabacs sont soumis actuellement à divers droits qui s'établissent comme suit :

Les tabacs importés de l'étranger sont passibles de droits d'entrée (douane et accise) qui varient selon l'espèce de la marchandise.

Quant au tabac récolté dans le pays, il supporte un droit d'accise de 80 francs par 100 kilogrammes avec minimum de fr. 0.05 par plant.

En dehors de ces impôts, les tabacs fabriqués sont frappés d'un droit proportionnel de consommation (autrement appelé droit de bandelette) dont le taux est en fonction de la nature et de la valeur des produits.

Le tableau ci-après indique, pour chacune des trois branches de taxation — droits de douane, droits d'accise, droits proportionnels de consommation — et pour chacune des années 1913 et 1919 à 1924, les taux de droit appliqués et les perceptions réalisées.

Année	Droits de douane	Rendement	Droits d'accise				Droit proportionnel de consommation sur les tabacs fabriqués		Total
	Taux		Tabacs étrangers non fabriqués		Tabac indigène		Taux	Rendement	
			Taux	Rendement	Taux	Rendement			
1913	Tabac non écoté : fr. 0.15 par Kg. Cigares : fr. 6.— par Kg. Cigarettes : fr. 6.— par Kg. Tabac à fumer : fr. 6.— par Kg.	fr. 6,129,106	 fr. 0.15 par Kg.	 1,456,985	 fr. 0.15 par Kg.	 1,291,867	 —	 —	 8,877,958
1919	9 mois : 50 p. c. ad valorem. 3 mois : Tabac non écoté : fr. 0.60 par Kg. Cigares : fr. 12.— par Kg. Cigarettes : fr. 12.— par Kg. Tabac à fumer : fr. 2.50 par Kg.	 44,100,572	 fr. 0.80 par Kg.	 2,021,870	 fr. 0.80 par Kg.	 2,205,308	 —	 —	 48,327,750
1920	Comme en 1919 (3 derniers mois)	16,428,731	Id.	13,035,410	Id.	9,129,556	Taux variant de 5 à 10 p. c. ad valorem	14,668,278 (3 mois)	53,261,975
1921	Id.	11,475,054	Id.	12,590,150	Id.	5,319,339	Id.	47,738,477	77,123,020
1922	Id.	13,702,266	Id.	15,707,730	Id.	3,352,748	Id.	48,562,580	81,325,324
1923	Tabac non écoté : fr. 1.20 par Kg. Cigares : fr. 12.— par Kg. Cigarettes : fr. 12.— par Kg. Tabac à fumer : fr. 4.— par Kg.	 23,000,000	 Id.	 13,717,000	 Id.	 2,393,000	 Id.	 56,377,000	 96,787,000
1924	Comme en 1924	25,000,000	Id.	15,355,000	Id.	3,720,000	Id.	64,500,000	108,585,000

D'après la statistique des bandelettes fiscales, fournies en 1924, on peut évaluer à environ 800 millions la valeur des tabacs consommés annuellement en Belgique. Les divers impôts sur le tabac ayant procuré, pendant la même année, un rendement de 108 millions, l'incidence globale du droit ne ressort qu'à 13 1/2 p. c.

Sur une consommation aussi importante et qui, en somme ne répond à aucun besoin réel, il semble permis de prélever une part d'impôt plus élevée.

A ce propos, une formule d'apparence toute simple avait été préconisée en 1924 : celle de doubler les taux de tous les droits actuels. Il faut cependant y prendre garde : en majorant à la fois les droits spécifiques (douane et accise et les droits proportionnels (droits de bandelette) on superposerait un droit ad valorem doublé à un impôt déjà doublé atteignant la matière première. En d'autres termes, on augmenterait simultanément la *base* et la *quotité* de l'impôt, ce qui dépasserait la mesure. Par ailleurs, les droits d'entrée sur les tabacs bruts et même sur certains produits fabriqués ont déjà été doublés par la loi du 6 février 1923.

Ainsi que M. le Représentant Bologne l'exposait dans son rapport du 2 juillet 1919, fait au nom de la Section centrale chargé d'examiner le projet devenu la loi du 20 octobre 1919 (Documents parlementaires, n° 208), la loi réglant le régime fiscal sur les tabacs doit avoir pour but, entre autre, « de favoriser l'industrie nationale en encourageant la production de fabricats de bonne qualité qui puissent facilement concourir sur le marché mondial ».

Il serait évidemment contraire aux intérêts de l'industrie du tabac, très répandue en Belgique, de frapper le tabac brut étranger d'un droit de douane très élevé. Et quant au tabac indigène, les récriminations persistantes qui s'élèvent contre le droit actuel sur la culture, ne laissent aucun doute sur l'opposition acerbée que susciterait la surélévation de ce droit au double.

Pour ces différentes considérations, le Gouvernement estime qu'il y a lieu de conserver tels quels les droits spécifiques existants, c'est à dire de n'envisager qu'une révision du barème des *droits proportionnels de consommation*.

En examinant ce barème, on constate notamment :

a) Que pour la plupart des produits de valeur moyenne, le taux varie de 8 à 10 p. c.; (1).

b) Que ce barème n'est pas exempt de défauts au point de vue de la bonne progression du taux de l'impôt;

c) Que les échelons de valeur, d'après lesquels sont établies les catégories, sont parfois trop distants, ce qui nuit à l'harmonie de l'imposition et n'a cessé, de ce fait, de susciter mainte critique de la part des industriels et des commerçants.

En principe, une majoration générale du barème des droits proportionnels de consommation semblerait pouvoir se justifier; toutefois, il est à remarquer que l'industrie cigarière traverse une crise qui est due, notamment, à la circonstance que, dans les frais de fabrication des cigares et cigarillos, le pourcentage de la main-d'œuvre est très élevé, tandis que, pour les autres produits, — cigarettes, tabac à fumer, — le travail est essentiellement mécanique.

En conclusion, les barèmes des *cigares* et des *cigarillos* qui, jusqu'ici, variaient de 5 à 12 p. c. seraient simplement remaniés pour obtenir une progression plus régulière, mais sans majoration de taux autre que celle ressortissant, pour certaines classes, de ce remaniement.

Celui des cigarettes, qui allait de 5 à 15 p. c., serait porté au pourcentage de 10 à 22 p. c.

Quant au *tabac à fumer* dont le pourcentage actuel est de 10 p. c. en moyenne, le nouveau tarif irait de 10 à 15 p. c.

(1) L'incidence de 13 1/2 p. c. citée plus haut ressort — on le répète — de l'« ensemble » des droits (douane, accise, proportionnels), tandis que celle de 8 à 10 provient des « droits proportionnels seuls ».

Le *tabac à priser*, imposé jusqu'ici à raison de 50 centimes au kilogramme, serait mis sur le même pied que le tabac à fumer. L'incidence de 50 centimes au kg. correspondait d'ailleurs en général, à 10 p. c. de la valeur.

Enfin, rien ne serait modifié en ce qui concerne le *tabac à mâcher*, vendu à l'état humide, lequel continuerait à être taxé au poids (50 centimes au kg.).

Les articles 3 et 4 établissent les nouveaux barèmes des droits proportionnels et permettent d'intercaler de nouvelles catégories en rapport avec les taux afférents aux catégories existantes.

L'article 5 consacre une modalité d'apposition des bandelettes appliquée en fait depuis l'instauration du droit de consommation, mais à laquelle il convient néanmoins de donner un soutien légal.

L'article 6 permet de récupérer, le cas échéant, les droits supplémentaires qui ressortiraient des nouveaux taux.

La modification proposée procurerait, d'après les estimations, un complément de ressources de 15 millions de francs, sans frais autres que la confection de nouveaux clichés pour l'impression des bandelettes fiscales.

Il semble utile, à cette occasion, d'affirmer, une fois de plus, en réponse à des assertions, qui se répètent bien qu'elles aient été démenties à maintes reprises, que la perception de l'impôt de consommation sur le tabac fabriqué, loin d'absorber une grande partie de la recette, n'occasionne même pas un pourcentage de frais de 5 p. c., tout compris : confection, conservation et distribution des bandelettes fiscales, surveillance des fabriques et des débits.

■ DROIT DE STATISTIQUE

(Art. 7 à 13).

Les données de la statistique commerciale se placent à la base de toutes les grandes études économiques. Ces données n'intéressent pas seulement les milieux officiels, mais aussi le vaste monde des affaires, les financiers, les producteurs, les commerçants, qui y trouvent des indications précieuses sur l'orientation de notre trafic extérieur.

De tout temps, et principalement depuis la guerre, les publications de la statistique commerciale retiennent ainsi l'attention. De là aussi la préoccupation de réaliser dans ce domaine tous progrès susceptibles d'ajouter à l'exactitude, à la précision et partant à l'utilité de ces documents.

Les tableaux de la statistique commerciale belge soutiennent très honorablement la comparaison avec les publications similaires des autres pays. Il en est surtout ainsi depuis la récente revision douanière qui, en morcelant les grandes rubriques de l'ancien tarif, a amené parallèlement une nomenclature statistique très développée, les chiffres gagnant ici une signification d'autant plus claire qu'ils s'appliquent à des espèces restreintes.

Pour établir les statistiques commerciales, il est nécessaire de dépouiller la multitude des documents de douane qui couvrent l'importation, le transit et l'exportation, chacun de ces mouvements comportant à son tour les opérations les plus diverses. Ces éléments ne sont pas supputés aveuglement : il s'y rattache des contrôles, des enquêtes éventuelles aux fins d'une bonne mise au point ; c'est par après seulement que le service peut procéder à des réunions et à des centralisations en vue de l'établissement des relevés et tableaux généraux. Tout ce travail représente un labeur considérable nécessitant un nombreux personnel et occasionnant forcément des dépenses très élevées.

Il en est de même, évidemment, dans tous les pays où se publient des statistiques détaillées, ce qui a conduit à la perception, de la part de maints Etats : la France, l'Allemagne, les Pays-Bas, la Suisse, d'une taxe spéciale, dite : *droit de statistique*.

En France, a été créée, en outre, une « taxe pour le développement du commerce extérieur », laquelle est recouvrée dans les mêmes conditions que le droit de statistique et cumulativement avec ce droit.

Sans qu'il ait jugé opportun de prévoir une double taxe, le Gouvernement suggère d'instaurer à notre tour, le droit de statistique, sous cumul implicite d'une contribution qui correspond à la taxe supplémentaire appliquée en France.

En voici les motifs :

Le Département des Affaires Etrangères, qui ne dispose déjà plus pour ses services extérieurs que d'un crédit extrêmement limité, va se trouver dans ce domaine en face de nouvelles difficultés. En effet, la suppression des régimes douaniers spéciaux applicables à l'Allemagne, à la Tchéco-Slovaquie et à l'Autriche, entraînera corrélativement l'abrogation du régime des certificats d'origine et, par voie de conséquence, la chute des recettes découlant du visa consulaire. Or, comme une partie de ces recettes constituait la rémunération principale de nos consuls honoraires, en Europe, ceux-ci se verront privés de ce bénéfice sans toutefois que leurs charges diminuent de façon correspondante. Il est évident qu'une pareille situation, si elle n'était pas corrigée, compromettrait le recrutement au grand dommage, non seulement de nos intérêts commerciaux, mais aussi de nos compatriotes résidant à l'étranger.

A la faveur d'une dévolution partielle des recettes à résulter du droit de statistique le Département des Affaires Etrangères serait en mesure d'accorder une rémunération aux consuls honoraires. D'une manière plus générale, il aurait les moyens d'encourager les initiatives de tous les agents consulaires, ceux-ci seraient invités à visiter les foires et les expositions à étudier sur place les besoins du pays et les possibilités que chaque région offre à nos exportations. Il serait possible aussi de mettre à leur disposition une documentation économique plus abondante, leur permettant de faire une utile propagande dans tous les milieux, par l'envoi de documents, etc.

* * *

L'art. 7 fixe la barème du droit de statistique.

Ce barème, malgré le double affectation des recettes ci-dessus définie, est tellement réduit qu'il ne ferait peser sur chaque expédition prise isolément qu'une charge vraiment modique :

Par tête de bétail ou par colis : 5 centimes ;

Pour les marchandises non emballées, lorsqu'elles sont en lots de plus de 3 tonnes : 5 centimes par tonne ou fraction de tonne, avec minimum de 50 centimes ; lorsqu'elles sont en lots de 3 tonnes ou moins : 15 centimes par tonne ou fraction de tonne.

En France, le droit de statistique atteint par tête de bétail, par colis, par tonne ou mètre cube, 30 centimes, et la taxe pour le développement du commerce extérieur s'élève à 15 centimes.

L'art. 8 détermine les exemptions, celles-ci visant d'une part les marchandises qui ne sont pas comprises dans la statistique commerciale, d'autre part le transit, également certains menus objets.

Ne sont pas compris dans la statistique commerciale :

1° Les objets exportés par les *Ambassadeurs et les Ministres belges ou grand-ducaux* près des Puissances étrangères et les objets importés par les *Ambassadeurs et les Ministres des Puissances étrangères* accrédités auprès des Gouvernements belge ou grand-ducal.

2° Les titres, actions et valeurs analogues.

3° Les objets de déménagement des personnes qui transfèrent leur résidence à l'étranger dans le territoire de l'Union ou de ce territoire à l'étranger.

4° Les voitures (vélocipèdes, automobiles, etc.) et les chevaux employés pour faire un voyage, soit en allant à l'étranger, soit

en venant de l'étranger, ainsi que les *bagages des voyageurs* contenant les habillements et les effets de corps à leur usage, mais distincts d'effets ou objets de commerce.

5° Les *chevaux de cirque* et les *chevaux de course* introduits momentanément dans le territoire de l'Union.

6° Les objets importés ou exportés temporairement pour figurer dans les *expositions*.

7° Les *chevaux* et les *bestiaux* conduits, par des habitants du territoire de l'Union, en pacage sur leurs terres hors de ce territoire, sur les frontières, et ceux qui sont conduits d'un pays voisin en pacage sur les frontières du dit territoire.

8° Les *bestiaux étrangers* envoyés aux *foires et marchés* dans le territoire de l'Union et qui, n'ayant pas été vendus, sont réexportés.

9° Les *bestiaux indigènes* envoyés aux *foires et marchés* à l'étranger et qui sont réimportés sans avoir fait, sur le territoire étranger, l'objet d'une transaction commerciale.

10° Les *pigeons voyageurs* importés ou exportés pour être lâchés.

11° Tous les *fruits et productions du sol et des arbres* récoltés :

a) Sur des terres situées à l'étranger, sur les frontières du territoire de l'Union, et appartenant à des habitants de ce territoire ou tenues à ferme par eux;

b) Sur des terres situées dans le territoire de l'Union, sur les frontières, et exploitées par des habitants du pays voisin qui les ont en propriété ou qui les tiennent à ferme.

Egalement les *engrais et semences* nécessaires pour l'exploitation de ces terres et les moyens de transport.

12° Les *marchandises prohibées* qui sont refoulées sur le territoire étranger.

13° Les *marchandises* qui, exportées du territoire de l'Union y sont réimportées parce qu'elles n'ont pu être introduites dans le pays de destination, par suite d'une prohibition dont l'expéditeur n'a eu connaissance qu'après leur départ.

14° Les *marchandises* qui, *importées* de l'étranger, n'ont pu être remises aux destinataires et qui sont réexportées.

15° Les *marchandises de provenance belge ou grand-ducale*, expédiées à l'étranger, notamment pour les foires, et qui en reviennent non vendues ou non acceptées.

16° Les *caisses, futailles, sacs*, et tous autres objets servant communément d'emballage aux marchandises.

17° Les *emballages vides* ayant déjà servi et ne faisant pas l'objet d'une transaction commerciale.

18° Les *échantillons sans valeur* admis librement à l'entrée, en vertu des dispositions du Tarif officiel des douanes.

19° Les *échantillons* importés pour faire des tournées dans le territoire de l'Union, mis sous le régime du transit et réexportés ensuite.

20° Les *échantillons* de produits indigènes avec lesquels les négociants, fabricants et autres industriels belges ou grand-ducaux — ainsi que leurs voyageurs — font des tournées à l'étranger.

21° Les *marchandises dévoyées*, c'est-à-dire que le chemin de fer exporte par erreur et réimporte ensuite en exemption des droits d'entrée.

22° Les marchandises expédiées en *cabotage*, c'est-à-dire expédiées d'un endroit à un autre du territoire de l'Union, soit en empruntant la mer ou les voies mitoyennes, soit en traversant un pays voisin.

L'affranchissement de droit prévu à l'égard du transit est conçu de la façon la plus large, puisqu'il s'étend même aux marchandises qui empruntent les entrepôts, assimilés au territoire étranger. Mais l'exemption ne serait pas applicable aux marchandises qui font l'objet d'admissions temporaires,

soit pour subir une main-d'œuvre, soit pour d'autres causes, leur séjour prolongé dans le pays les plaçant, sous un régime distinct du transit, lequel s'entend du simple passage des marchandises par le territoire douanier.

Enfin, seraient également exonérés les menus objets accompagnant les voyageurs, aussi ceux importés ou exportés dans le trafic frontalier.

Si minimes que soient les taux du droit projeté et malgré l'ampleur des exemptions, il pourrait arriver que la pratique révélât l'opportunité d'accorder d'autres allègements.

L'art. 9 y pourvoit par une double disposition : pouvoir pour le Gouvernement, de réduire ou de supprimer éventuellement le droit pour certaines marchandises ou catégories de marchandises; faculté réservée au Ministre des Finances, de décider que certaines marchandises ou catégories de marchandises, bien que transportées en colis, ne seront assujetties qu'au droit afférent aux marchandises non emballées.

L'art. 10 dispose que le droit de statistique est perçu par le moyen de timbres dont l'emploi et le modèle sont déterminés par arrêté royal.

Ce système est de nature à simplifier beaucoup la perception, toutes écritures s'en trouvant réduites, ce qui allégerait d'une manière générale, et principalement en ce qui concerne les exportations, tant les sujétions des déclarants que les interventions du service.

L'art. 11 instaure deux obligations dans le chef des assujettis : la première concerne la remise d'une déclaration spéciale pour la statistique, la seconde vise la présentation éventuelle à la douane des documents de transport.

Ainsi qu'il a été exposé déjà ci-devant, le travail de la statistique s'est extraordinairement accru du fait de la revision douanière : il en est résulté notamment que, malgré tous les efforts du service, les publications ne paraissent qu'avec un certain recul, alors que ces informations tirent surtout leur intérêt de l'actualité. Au total, d'ailleurs, les méthodes actuelles qui répondaient pleinement aux exigences du régime antérieur doivent être modifiées fondamentalement pour qu'elles soient adéquates aussi aux besoins nouveaux.

La réforme essentielle à réaliser dans ce sens est la centralisation du travail. Nous voulons dire qu'au lieu d'abandonner à chaque bureau de douane la charge de créer des relevés et tableaux statistiques en ce qui concerne le trafic qu'il a desservi, sauf à opérer ensuite les réunions à l'Administration centrale, il s'impose de supprimer cette besogne intermédiaire et d'opérer d'emblée sur l'ensemble des données qui se dégagent des mouvements en douane. En d'autres termes, c'est l'Office central de Bruxelles qui assumerait la totalité du travail, ce qui permettrait, à l'instar d'autres pays qui ont réalisé déjà cette mesure de progrès, d'utiliser des machines appropriées grâce auxquelles les dépouillements s'accomplissent avec une rapidité étonnante.

Seulement, pour qu'il soit possible de s'engager dans une telle voie, il est nécessaire que l'office central reçoive sans délai, les matériaux émanant de tous les bureaux de douane, ce qui n'est réalisable que par le système de la déclaration spéciale de statistique.

Il ne faut pas exagérer les sujétions qui en résulteraient.

On sait que, dans la pratique, tous les grands mouvements en douane, les exportations aussi bien que les importations, s'accomplissent à l'intervention soit des Administrations de chemins de fer, des compagnies de navigation ou des commissionnaires-expéditeurs et que ces organismes créent, très expéditivement, par le procédé du décalque au carbone, des répliques de leurs déclarations. Il ne reste ainsi qu'un petit nombre de particuliers, agissant pour leur propre compte, et à la décharge desquels une aide serait au besoin prêtée.

L'obligation de présenter éventuellement au service les documents de transport répond au souci de dispenser, dans toutes les limites du possible, de la vérification directe du

poids des marchandises. Il est clair que la perception de tout droit comporte un contrôle et il est non moins évident que, plus ce contrôle serait simple, plus les assujettis auraient à s'en féliciter. Or, au regard des documents de transport, qui ne seraient d'ailleurs réclamés que si les déclarations paraissaient inexactes, les agents de la douane seraient communément en mesure, par rapport au droit de statistique, de se faire une conviction suffisante au sujet des bases de l'imposition.

A l'instar de ce qui se rencontre dans la plupart de nos lois d'impôt, l'art. 12 dispose que le Ministre des Finances prend les mesures d'exécution nécessaires pour assurer la perception régulière du droit de statistique.

Le ministre est autorisé de même à fixer les conditions de remboursement des droits indûment acquittés. Les sommes inférieures à 50 centimes ne seraient pas restituées.

Le but de cette disposition est de permettre l'instauration d'un système très expéditif de remboursement. La limite de 50 centimes tend à éviter les embarras d'écritures à propos de cas minuscules.

L'art. 13 édicte les pénalités encourues en cas d'infractions.

Il serait malaisé de faire une évaluation assez précise du rendement d'un droit de statistique sur les bases projetées.

Toutefois, un tel impôt paraît susceptible de produire 6 millions de francs.

Les explications qui précèdent convaincront le Parlement du caractère modéré du nouveau droit et des fins éminemment utiles auxquelles il doit servir. Mettre à la disposition du Gouvernement les ressources indispensables pour améliorer les conditions d'établissement de la statistique, c'est non seulement perfectionner ce précieux instrument de documentation, mais encore, en préparant une meilleure supputation de notre trafic d'exportation, éliminer une des causes qui influent défavorablement sur notre balance commerciale; accroître les concours de notre représentation consulaire à l'étranger, c'est ouvrir et élargir les voies d'écoulement de nos produits dans le monde; c'est, à ce double titre, servir notre crédit et notre expansion.

En récapitulant les évaluations énoncées ci-devant, l'accroissement des recettes s'établirait comme suit :

Droits d'entrée	fr. 30,000,000
Droits d'accise	20,000,000
Droit proportionnel de consommation	15,000,000
Droit de statistique	6,000,000

Total.....fr. 71,000,000

Vu l'état de la Trésorerie, le Gouvernement à la confiance que les Chambres voudront bien réserver un accueil favorable aux mesures proposées.

Le Ministre des Finances,
A. JANSSEN.

(N^o 12.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers

ZITTINGSJAAR 1925-1926.

ONTWERP VAN WET

tot wijziging van sommige invoer- en accijnsrechten,
alsmede van het evenredig verbruiksrecht op gefabriceerde tabak en tot vestiging van een statistiekrecht.

MEMORIE VAN TOELICHTING

Mijne Heeren,

De noodzakelijkheid nieuwe inkomsten aan de Schatkist te bezorgen om in de begrootingsbehoeften te voorzien, heeft de Regeering er toe geleid de hieronder uiteengezette fiskale maatregelen voor te stellen.

INVOERRECHTEN.

(Art. Een.)

Volgens de geldende bepalingen van het ToItarief, zijn de lichte geraffineerde of gezuiverde oliën, met eene dichtheid van minder dan 0.78 bij 15 graden C (petroleumether en essences), in minimum-tarief onderworpen aan een grondslagrecht van 10 frank per hectoliter, met coëfficiënt 2, wat dus 20 frank maakt.

Daarmee zijn bedoeld de producten, welke onder de dagelijksche benaming van *essence* gekend zijn en vooral dienen als brandstof tot voortbeweging van automobielen.

Het autovervoer onder alle mogelijke vormen heeft in de jongste jaren een buitengewone ontwikkeling bereikt : niet alleen de groote verkeerswegen, maar al diegene welke bruikbaar zijn, worden, en dat over het gansche land, gedurig en in alle richtingen door rijtuigen en vrachtwagens bereden.

Het wegvraagstuk neemt daardoor eene vlucht, welke de aandacht van het publiek ten zeerste gespannen houdt en natuurlijk ook de bezorgdheid van de Regeering verwekt.

Te hooren naar de klachten over den staat der wegen, zouden deze niet altijd in al te besten staat van onderhoud verkeerren; dat zulk klagen somwijlen overdreven is, staat vast, maar dat het ten deele gerechtvaardigd is, dient eerlijk toegegeven. Het euvel schuilt vooral in het spoedig slijten der wegen, zells zijn zij in de beste voorwaarden aangelegd of hersteld, en dat slijten is over 't algemeen het gevolg van het drukke automobielverkeer.

Aldus laat zich het vraagstuk duidelijk van tweeërlei standpunt beschouwen : eenerzijds maken de bezitters van auto's sterk gebruik van de wegen en hebben zij er dus bijzonder belang bij dat die wegen het passende gemak aanbieden; anderzijds, zonder dat er verwijt van gemaakt wordt, zijn het de door hen gebruikte auto's die de meeste schade aanrichten.

In die voorwaarden heeft de Regeering gedacht, dat het redematig en billijk zou zijn een aanvullende belasting te heffen, welke gedragen zou worden door degenen die er het eerst bij betrokken zijn.

Daarom zou overgegaan worden tot verdubbelen van het bestaande.

Daarom zou overgegaan worden tot het verdubbelen van het bestaande tolrecht op essence, wat zou toelaten belangrijker sommen aan het onderhoud der wegen te besteden.

Het is wellicht niet ondienstig er den nadruk op te leggen dat de petroleum bestemd voor verlichting (lamppetroleum) of uitsluitend voor nijverheidsdoeleinden, zooals de ruwe petroleum en de zware oliën (voor ontvetting, enz.), welke trouwens onder een anderen tariefpost voorkomen, tolvrij blijven.

Volgens het voorgaande, zou het grondslagrecht op essence in minimumtarief opgevoerd worden van 10 frank tot 20 frank per hectoliter, met coëfficiënt 2, zoodat het recht 40 frank per hectoliter zou bedragen, wat nog een minderen last vertegenwoordigt dan zulks het geval is in andere landen, namelijk in Frankrijk.

Het leek nuttig de machtiging te voorzien voor de Regeering om hetzelfde recht gebeurlijk toepasselijk te verklaren op de producten bedoeld onder « n° 193 » van het toltarief, te weten de producten van de distillatie der lichte oliën, voortkomende van steenkool en van minerale teer. Die producten dragen thans dezelfde belasting als essence. Doch wijl zij hier te lande overvloedig gewonnen worden, de invoer er van onbelangrijk is en zij, bovendien, tegenwoordig voor de autobeweegkracht niet aangewend worden, lijkt het niet noodig het recht nu al te verhoogen, te meer daar bewuste bepaling waarborg voor de toekomst geeft.

Ook dient gedacht aan het geval dat sommige firma's, om het tolrecht te ontduiken, zouden trachten essence op groote schaal binnenslands te vervaardigen. In dergelijke gebeurlijkheid zou de Regeering insgelijks de bevoegdheid hebben om desnoods op de aldus verkregen essence een recht te vestigen, berekend naar verhouding van het bij den invoer toepasselijk recht.

De stijging van het invoerrecht op essence laat toe eene verhooging van ontvangsten van ongeveer 30,000,000 frank te verhoplen.

* * *

De verhooging der invoerrechten eveneens beoogd bij art. 1 wat betreft het bier, den honingdrank en de andere gegiste dranken, houdt verband met de verhooging van het accijnsrecht op het bier waarvan hieronder sprake.

ACCIJNSRECHTEN

(Art. 2.)

Tot 1919 bedroeg die belasting 10 centiem per kilogram aangegeven meel, wat voor bier van goede kwaliteit anderhalven centiem per liter beliep, 't zij $1\frac{1}{2}$ centiem per glas bier. Dergelijke last vertegenwoordigde maar de allergematigste druk van $1\frac{1}{2}$ t. h. op den verkoopprijs in 't klein.

Bij de wet van 3 Augustus 1919, werd het bedrag van 10 centiem per kilogram verdubbeld, wat de last per glas tot 1 centiem deed stijgen. Daar de prijs van de waar insgelijks verdubbeld was, bleef de druk van het recht nog steeds $1\frac{1}{2}$ t. h. Maar in de huidige omstandigheden beloopt die druk nog slechts $1\frac{1}{10}$ t. h. naar de waarde zoodat het ten volle gebillikt is tot eene wederaanpassing over te gaan.

Zulks is het doel van artikel 2, dat strekt tot het verdubbelen van het huidig recht dat alsdan 40 centiem zou belooopen per kilogram grondstoffen bestemd tot het vervaardigen van het brouwsel.

Ten deze dient opgemerkt dat sedert eenige jaren de bij het brouwen gebruikte stoffen niet meer uitsluitend uit meel of uit mout bestaan. Dat is de reden waarom in het ontwerp het vroegere woord « meel » door « grondstoffen » vervangen is.

Paragraaf 2 van het zelfde artikel verleent aan de Regeering de bevoegdheid, om de bedragen van de afschrijving der rechten weder aan te passen.

De verhooging van bewust recht zou de Schatkist zonder eenige verzwaring van de bewakingskosten, 30,000,000 frank meer opbrengen.

(Art. 3 tot 6.)

De tabak is thans aan verschillende rechten onderworpen die zich voordoen als volgt :

Op ingevoerde tabak rusten invoerrechten (tol en accijns) die verschillen volgens den aard der koopwaar.

De binnen 's lands geteelde tabak is getroffen door een accijnsrecht van 80 frank per 100 kilogram, met minimum van fr. 0.05 per plant.

Buiten deze belastingen, drukt op de gefabriceerde tabak een evenredig verbruiksrecht (ook wel bandjesrecht geheeten) waarvan het bedrag in verhouding staat tot den aard en de waarde der producten.

Onderstaande tabel vermeldt, voor elk der drie belastingen, — toerecht, accijnsrecht, evenredig verbruiksrecht — en voor elk der jaren 1913 en 1919 tot 1924, de toegepaste percentsbedragen van het recht en de gedane inningen.

Jaar	Tolrechten	Opbrengst	Accijnsrechten				Evenredig verbruiksrecht op de gefabriceerde tabak		Totaal
	Bedrag		Buitenlandsche niet gefabriceerde tabak		Binnenlandsche tabak		Bedrag	Opbrengst	
			Bedrag	Opbrengst	Bedrag	Opbrengst			
		fr.		fr.		fr.		fr.	fr.
1913	Niet ontribde tabak . . fr. 0.15 per Kg. Sigaren 6.— per Kg. Cigaretten 6.— per Kg. Rooktabak 1.20 per Kg.	6,129,106	fr. 0.15 per Kg.	1,456,985	fr. 0.15 per Kg.	1,291,867	—	—	8,877,958
1919	9 maand : 50 t. h. ad valorem. 3 maand : Niet ontribde tabak . . fr. 0.60 per Kg. Sigaren 12.— per Kg. Cigaretten 12.— per Kg. Rooktabak 2.50 per Kg.	44,100,572	fr. 0.80 per Kg.	2,021,870	fr. 0.80 per Kg.	2,205,308	—	—	48,327,750
1920	Zooals in 1919 (3 laatste maanden).	16,428,731	Id.	13,035,410	Id.	9,129,556	Bedrag wisselend van 5 tot 10 t.h. ad valorem	14,668,278 (3 maanden)	53,261,975
1921	Id.	11,475,054	Id.	12,590,150	Id.	5,319,339	Id.	47,738,477	77,123,020
1922	Id.	13,702,266	Id.	15,707,730	Id.	3,352,748	Id.	48,562,580	81,325,324
1923	Niet ontribde tabak . . fr. 1.20 per Kg. Sigaren 12.— per Kg. Cigaretten 12.— per Kg. Rooktabak 4.— per Kg.	23,000,000	Id.	13,717,000	Id.	2,393,000	Id.	56,377,000	96,787,000
1924	Zooals in 1923.	25,000,000	Id.	15,355,000	Id.	3,720,000	Id.	64,500,000	108,585,000

Volgens de statistiek der in 1924 geleverde fiscale bandjes, kan de waarde van de jaarlijks in België verbruikte tabak op ongeveer 800,000,000 frank geraamd worden. De verschillende belastingen op de tabak hebben, gedurende hetzelfde jaar 108,000,000 frank opgebracht, zoodat de globale grondslag van de belasting slechts 13 1/2 t. h. blijkt te zijn.

Op een zoo belangrijk verbruik, dat eigenlijk aan geen enkele noodwendigheid beantwoordt, schijnt het geoorloofd een grooter deel als belasting te heffen.

Te dien einde werd in 1924 een schijnbaar doodgewoon middel voorgedragen : namelijk al de huidige rechten verdubbelen. Omzichtigheid is evenwel geboden : met tegelijkertijd de specifieke rechten (tol en accijns) en de evenredige rechten (bandjesrecht) te verhoogen, zou men bij een reeds verdubbelde belasting op de grondstof nog een verdubbeld recht naar de waarde bijvoegen. Met andere woorden, zou men tevens den *maatslaf* en het *bedrag* der belasting verhoogen en zulks ware te ver gaan. Ten andere, werden de invoerrechten op ruwe tabak en zelfs op sommige gefabriceerde producten reeds tot het tweevoudige opgevoerd bij de wet van 6 Februari 1923.

Zooals de Heer Volksvertegenwoordiger Bologne uiteenzette in zijn verslag van 2 Juli 1919, opgemaakt namens de Middenafdeeling belast met het onderzoek van het ontwerp, dat de latere wet van 20 October 1919 geworden is (G. St. Kamer n^o 208), moet de tabakswet onder andere voor doel hebben « de nationale nijverheid te bevorderen door het aanmoedigen van de voortbrenging van fabrikaten van goede kwaliteit die gemakkelijk op de wereldmarkt kunnen concurreeren ».

Het ware natuurlijk in strijd met de belangen van de tabaksnijverheid, die in België zeer verspreid is, op de buitenlandse ruwe tabak een zeer hoog tolrecht toe te passen. En wat de inlandsche tabak betreft, laat het aanhoudend verzet tegen de huidige rechten op de teelt er van, niet den minsten twijfel over nopens den vinnigen tegenstand die de verdubbeling van het recht zou verwekken.

Om al die overwegingen, acht de Regeering dat de bestaande specifieke rechten onveranderd dienen gehandhaafd, 't is te zeggen dat er enkel aan eene herziening van de *evenredige verbruiksrechten* moet gedacht worden.

Bij het nagaan van bedoelde verbruiksrechten, blijkt namelijk :

a) Dat voor het meerendeel der producten van middelmatige waarde, het percentsbedrag tusschen 8 tot 10 t. h. wisselt (1).

b) Dat het barema niet van gebreken vrij is uit oogpunt van het geleidelijk klimmen van het percent der belasting;

c) Dat de trappen van de waarde, volgens welke de reeksen vastgesteld zijn, soms te ver uiteen liggen, wat nadeelig werkt op de juiste toepassing der belasting en dan ook gestadig heel wat klachten van wege de nijveraars en handelaars heeft uitgelokt.

In beginsel, schijnt eene algemeene verhooging van het barema der evenredige verbruiksrechten gebijlikt te zijn; evenwel valt op te merken dat de sigarennijverheid eene crisis doorworstelt die namelijk hieraan te wijten is dat de handenarbeid een groot deel in beslag neemt van de kosten van vervaardiging van sigaren en cigarillo's, terwijl voor de andere producten — cigaretten, rooktabak — het werk vooral mechanisch geschiedt.

Als gevolgtrekking zouden de barema's voor sigaren en cigarillo's die tot hiertoe van 5 tot 12 t. h. gingen, enkel herzien worden ten einde regelmatigere klimmen te bekomen zonder andere verhooging van het percentsbedrag dan deze welke, voor sommige klassen, uit deze heraanpassing voortspuit.

(1) Hier weze herhaald dat hooger gemelde belastingdruk van 13 1/2 t. h. voortkomt van alle rechten samen (tol, accijns, evenredig recht) terwijl diegene van 8 tot 10, « enkel op de evenredige rechten » terugslaat.

Dat der sigaretten, dat zich tusschen 5 en 15 t. h. bewoog zou van 10 tot 25 t. h. gaan.

Voor de *rooktabak* zou het huidige gemiddeld percent van 10 vervangen worden door een tarief van 10 tot 15 t. h.

De *snuiftabak* die tot nu toe 50 centiem per kilogram betaalde, zou met de rooktabak op gelijken voet worden gesteld. De grondslag van de belasting van 50 centiem per kilogram kwam trouwens in 't algemeen overeen met 10 t. h. van de waarde.

Ten slotte zou geen wijziging intreden voor de vochtige *pruimtabak*, die op het gewicht zou belast blijven (50 centiem per kilogram).

Bij artikelen 3 en 4 zijn de nieuwe barema's der evenredige rechten vastgesteld en wordt het mogelijk nieuwe reeksen in te lassen in verband met de percentsbedragen op de bestaande reeksen.

Artikel 5 bekrachtigt eene modaliteit voor het plakken van bandjes, feitelijk toegepast sedert de instelling van het verbruiksrecht, maar welke niettemin op een wettelijken tekst dient gegrond te worden.

Artikel 6 laat toe, eventueel, de bijrechten te verhalen die uit de nieuwe bedragen zouden voortkomen.

De voorgestelde wijziging zou, naar raming, 15,000,000 frank meer inkomsten geven zonder andere kosten dan het vervaardigen van nieuwe vormen voor het drukken van de fiscale bandjes.

Bij deze gelegenheid lijkt het niet ondienstig eens te meer te bevestigen, als antwoord op beweringen die nog steeds opdruken al werden ze herhaaldelijk gelogenstraft, dat de inning der verbruiksbelasting op de gefabriceerde tabak, verre van een groot deel der ontvangst te verslinden, zelfs geen 5 t. h. onkosten veroorzaakt, alles meegeteld: vervaardiging, bewaring en uitgifte der fiscale bandjes, toezicht over de fabrieken en de slijterijen.

STATISTIEKRECHT

(Art. 7 tot 13.)

De gegevens van de handelsstatistiek liggen tot grondslag aan alle groote economische studies. Die gegevens zijn niet enkel van belang voor de officieele middens, maar ook voor het wijdvertakte zakenleven, de financiers, de voortbrengers, de handelaars, die er kostbare aanwijzigingen in aantreffen nopens de richting van onzen handel met het buitenland.

Van ouds en vooral sedert den oorlog, vestigen de uitgaven van de handelsstatistiek aldus de aandacht; van daar dan ook de bezorgdheid om op dat gebied allen vooruitgang te verwezenlijken die de nauwkeurigheid en dus het nut van die bescheiden kon verhoogen.

De tabellen van de Belgische statistiek kunnen best de vergelijking met de soortgelijke uitgaven van andere landen doorstaan. Zulks is vooral het geval sedert de jongste tolherziening waarbij de groote posten van het vroegere tarief sterk onderverdeeld werden en gelijklopend daarmee een zeer uitgebreide statistische nomenclatuur tot stand kwam, want de cijfers worden des te welsprekender naarmate zij op een beperkter stof terugslaan.

Om de handelsstatistiek op te maken, is het noodig de veelheid der tolbescheiden voor in-, uit- en doorvoer na te gaan, welke elk in hunne soort weer de meest uiteenlopende verichtingen betreffen. Die gegevens zijn niet in den blinde geraamd; toezicht en gebeurlijk onderzoek gaat er mee gepaard om alles goed en juist te krijgen; eerst daarna kan de dienst overgaan tot samenbrengen en centraliseeren voor het opmaken van de algemeene opgaven en tabellen. Dat alles vertegenwoordigt een reuzenwerk, dat een talrijk personeel vergt en noodzakelijk zeer hooge kosten meebrengt.

Hetzelfde geldt natuurlijk voor alle landen die omstandige

statistieken in het licht zenden, zoodat menige Staat — Frankrijk, Duitschland, Nederland, Zwitserland — een bijzondere taxe, een zoogenaamd *statistiekrecht* zijn gaan heffen.

In Frankrijk is bovendien eene « *taxe der bevordering van den buitenlandschen handel* » ingesteld, welke in dezelfde voorwaarden als het statistiekrecht en samen daarmee geheven wordt.

De Regeering acht het niet voegzaam een tweeledige taxe te voorzien, maar stelt voor op onze beurt het statistiekrecht in te voeren en daarin, niet uitdrukkelijk, eene belasting die aan de Fransche toegevoegde taxe beantwoordt.

Ziehier om welke redenen.

Het Departement van Buitenlandsche Zaken dat voor zijne diensten in den vreemde maar over een heel beperkt krediet beschikt, zal voor dat gebied voor nieuwe moeilijkheden komen te staan. Het afschaffen van de bijzondere tolregimes ten opzichte van Duitschland, Tchecho-Slowakije en Oostenrijk zal de intrekking van het stelsel der getuigschriften van herkomst en dus ook het wegvallen van de ontvangsten wegens consulaire visa's ten gevolge hebben. Daar nu een deel van die ontvangsten de voornaamste bezoldiging van onze eereconsuls in Europa uitmaakt, zullen dezen dat voordeel verbeuren zonder dat hunne lasten in gelijke mate zullen slinken. Het spreekt van zelf, dat dergelijke toestand, wordt daarin geen verbetering gebracht, de aanwerving in gevaar zou brengen, tot groot nadeel niet alleen van onze handelsbelangen, maar ook van onze landstieden die in den vreemde verblijven.

Dank zij een gedeeltelijk afstaan van de ontvangsten wegens statistiekrecht zou het Departement van Buitenlandsche Zaken bij machte zijn den eere-consuls een bezoldiging te verleen. Meer algemeen gesproken zou het over de middelen beschikken om het initiatief van onze consulaire agenten aan te moedigen; dezen zouden uitgenoodigd worden de jaarmarkten en de tentoonstellingen te bezoeken, ter plaatste de behoeften van het land na te gaan alsmede wat in elke streek voor onzen uitvoer mogelijk is. Het zou ook mogelijk zijn een veelvuldiger economische documentatie te hunner beschikking te stellen, wat hun zou toelaten, door het rondzenden van allerlei stukken, enz., in alle kringen nuttige propaganda te verrichten.

Bij artikel 7 wordt de rooster van het statistiekrecht vastgesteld.

Ondanks de hierboven bepaalde tweeledige aanwending der ontvangsten, is die rooster zoodanig beperkt dat op elke verzending afzonderlijk beschouwd, slechts een waarlijk gematigde last zal rusten :

Per stuk vee of per colli : 5 centiemen.

Voor de onverpakte goederen, wanneer zij zijn in partijen van meer dan 3 ton : 5 centiemen per ton of breuk daarvan, met minimum van 50 centiemen, wanneer zij zijn in partijen van 3 ton of minder : 15 centiem per ton of breuk daarvan.

In Frankrijk beloopt het statistiekrecht 30 centiemen per stuk vee, per colli, per ton of per kubieken meter en de taxe tot bevordering der buitenlandschen handel, 15 centiemen.

Bij artikel 8 worden de vrijstellingen vastgesteld, betreffende eenzijdigs de goederen, welke niet in de statistiek komen, anderzijds den doorvoer, insgelijks sommige geringe voorwerpen. Worden in de handelsstatistiek niet opgenomen :

1° Voorwerpen uitgevoerd door de *Belgische of Groothertogelijke Gezanten en de Ministers* bij de vreemde Mogendheden en voorwerpen ingevoerd door de *Gezanten en de Ministers van vreemde Mogendheden* die bij de Belgische of bij de Groothertogelijke regeering gevolmachtigd zijn ;

2° *Titels aandeelen en andere effecten*;

3° *Verhuisboedels* van personen die hunne woonplaats van uit den vreemde naar het gebied van het Tolverbond of van hieruit naar den vreemde overbrengen ;

4° *Voertuigen (rijwielen, automobielen, enz.) en paarden* gebruikt om eene reis te doen, 'tzij om naar den vreemde te gaan, 'tzij om van daar terug te komen, alsmede het *reisgoed* bevattende de kleederen en het lijfgoed ten behoeve der reizigers, voor zoover het geen handelsvoorwerpen geldt;

5° *Circuspaarden en renpaarden*, tijdelijk binnen het gebied van het Tolverbond gebracht.

6° Tijdelijk in- of uitgevoerde voorwerpen voor *tentoonstellingen*.

7° *Paarden en vee* door ingezetenen van het Tolverbond op hunne grenslanden buiten het verbond geweid of van uit een naburig land op grenslanden van het verbond geweid;

8° *Buitenlandsch vee* naar de markten binnen het Tolverbond gezonden en dat, onverkocht, wederuitgevoerd wordt;

9° *Inlandsch vee* naar markten in den vreemde gezonden en dat wederingevoerd wordt zonder op buitenlandsch grondgebied het voorwerp van eene handelsverrichting uitgemaakt te hebben.

10° *Reisduiven* in- of uitgevoerd om gelost te worden.

11° *Alle vruchten en voortbrengselen van den bodem of van de boomen*, gewonnen:

a) Op landen in den vreemde gelegen, op de grens van het Tolverbond en toebehoorende aan ingezetenen van het Verbond of door hen gepacht.

b) Op landen binnen het Tolverbond gelegen op de grens en in gebruik door ingezetenen van den naburigen Staat die er eigenaar van zijn of ze gepacht hebben.

Insgelijks de *meststoffen* en de *zaden* voor het bewerken van die landen en de *vervoermiddelen*.

12° *Verboden goederen* welke terug naar het buitenland moeten;

13° *Goederen* welke eerst uit het gebied van het Verbond *uitgevoerd*, er terug ingevoerd worden omdat zij het land van bestemming niet binnen mochten wegens eenig verbod waarvan de afzender eerst na het afsturen, kennis gekregen heeft;

14° *Goederen*, uit den vreemde *ingevoerd*, welke aan den bestemming niet konden overhandigd worden en wederuitgaan;

15° *Goederen van Belgische of Groothertogelijke herkomst* naar den vreemde verzonden, onder andere voor de jaarmarkten, welke van daar, niet verkocht of niet aanvaard terugkomen;

16° *Kisten, vaten, zakken* en alle andere goederen welke doorgaans ter verpakking dienen;

17° *Ledige reeds gebruikte pakmiddelen*, welke niet het voorwerp van een handel uitmaken;

18° *Monsters zonder handelswaarde*, welke vrij binnen mogen krachtens de bepalingen van het officieel Toltarief;

19° *Monsters* ingevoerd om er mee te reizen binnen het gebied van het Verbond, onder doorvoerregiem geplaatst en nadien weder uitgevoerd;

20° *Monsters* van inlandsche producten waarmee Belgische of Groothertogelijke handelaars, fabrikanten of andere nijveraars — alsmede hunne vertegenwoordigers — in het buitenland reizen;

21° *Verkeerd gevonden goederen* zijnde deze welke door den spoorweg bij vergissing uitgevoerd en daarna vrij wederingevoerd worden;

22° *Goederen verzonden van de eene binnenlandsche plaats naar de andere*, 'tzij door kustvaart, 'tzij langs gemeenschappelijke grenswegen, 'tzij over het grondgebied van een naburig Rijk;

De vrijstelling voorzien ten opzichte van den *doorvoer* is in den ruimsten zin opgevat, vermits zij zich zelfs uitstrekt tot de goederen, opgeslagen in entrepots, die met vreemd grondgebied

gelijk staan. Maar die vrijstelling zou niet gelden voor koopwaren die het voorwerp uitmaken van tijdelijke toelating, 'tzij om eenigen handenarbeid te ondergaan, 'tzij om eenige andere reden, want door hun langdurig oponthoud hier te lande vallen zij onder een ander stelsel dan den doorvoer, die verstaan wordt van het enkel door het tolgebied gaan van goederen.

Ten slotte zouden de geringe voorwerpen die de reizigers bij zich hebben, alsmede de in grensverkeer in- of uitgevoerde voorwerpen insgelijks vrijgesteld zijn.

Al zijn de bedragen van het ontworpen recht nog zoo laag en de vrijstellingen zoo uitgebreid, toch zou het kunnen gebeuren dat de praktijk de voegzaamheid van andere verlichtingen deed uitschijnen.

Daarin wordt bij artikel 9 door een tweeledige bepaling voorzien : bevoegdheid voor de Regeering om het recht op sommige goederen of categoriën van goederen gebeurlijk te verminderen of af te schaffen, bevoegdheid van den Minister van Financiën om te beslissen dat sommige goederen of categoriën van goederen, hoewel in colli vervoerd, maar tegen het recht op onverpakte waren moeten betalen.

In artikel 10 is bepaald dat het statistiekrecht geheven wordt door middel van zegels, waarvan het gebruik en het model bij koninklijk besluit vastgesteld worden.

Zulk stelsel zal, door het verminderen van alle geschriften de heffing sterk vereenvoudigen, wat over 't algemeen en vooral in zake uitvoer, de verplichtingen van de aangevers en het optreden van den dienst zal verlichten.

Bij artikel 11 worden voor de onderworpenen twee verplichtingen ingesteld : ten eerste, het indienen van eene bijzondere aangifte voor de statistiek, ten tweede, het gebeurlijk voorleggen aan de douane van de vervoerbescheiden.

Zooals hierboven reeds uiteengezet is, is het werk van de statistiek buitengewoon aangegroeid door de jongste tolherziening ; daaruit is namelijk gevolgd dat de uitgaven, ondanks alle pogingen van den dienst, met zekere vertragingen verschijnen, terwijl juist het actueele er het belang van uitmaakt. Per slot van rekening trouwens, moeten de huidige methodes die aan de eischen van het vorig régime ten volle beantwoorden, in den grond gewijzigd worden om bij de nieuwe behoeften te passen.

De voornaamste hervorming die in dien zin moet verwezenlijkt worden, is het centraliseeren van het werk.

Wij bedoelen dat in plaats van aan elk tolkantoor den last over te laten opgaven en statistische tabellen op te maken voor den hun betreffenden handel om vervolgens bij het Middenbeheer alles bijeen te brengen, dat tusschenwerk dient afgeschaft en dadelijk moet voortgegaan worden op de algeheelheid van de gegevens van het tolverkeer.

Met andere woorden zou het centraal bureel van Brussel het gansche werk op zich nemen wat, in navolging van andere landen die reeds zoover vooruit zijn, zou toelaten aangepaste machines te gebruiken dank zij dewelke het depouilleren verbazend snel gebeurt.

Om evenwel dien weg te kunnen betreden, is het noodig dat het centraal bureel van alle tolkantoren het materieel zonder verwijl ontvange, wat slechts kan geschieden door het stelsel van de afzonderlijke statistische aangifte.

De moeilijkheden die er zouden uit voortvloeien, mogen niet overdreven worden.

Gekend is dat, in de praktijk, al het groote tolverkeer, uitvoer zoowel als invoer, plaats vindt door tusschenkomst van het beheer van Spoorwegen, van zeevaartmaatschappijen of van commissionairs-verzenders en dat deze inrichtingen door middel van carbondoorslagen, zeer vlug afschriften van hunne aangiften weten te maken. Er blijven aldus enkel een klein aantal particulieren over die voor eigen rekening werken en wien desnoods een handje zou toegestoken worden.

De verplichting, de vervoerbescheiden gebeurlijk aan den dienst voor te leggen, is ingegeven door de bezorgdheid om, in de mate van het mogelijke, het rechtstreeksch onderzoek van het gewicht der goederen te vermijden. Het is klaar dat de inning van elk recht toezicht vergt en het is even natuurlijk dat, hoe eenvoudiger dat toezicht, des te gemakkelijker het voor de schatplichtigen zal zijn. Welnu, op het zien van de vervoerbescheiden, die ten andere slechts dan zouden geveerd worden wanneer de aangiften onjuist zouden blijken kunnen de tolagenten voor het statistiekrecht, doorgaans zich voldoende overtuigen nopens de grondslagen van de taxe.

In navolging van hetgeen in het meerendeel onzer belastingswetten voorkomt, bepaalt artikel 12 dat de Minister van Financiën de noodige uitvoeringsmaatregelen treft om de regelmatige inning van het statistiekrecht te verzekeren.

De Minister is ook gemachtigd de voorwaarden van terugbetaling vast te stellen voor verkeerdelijk geïnde rechten. Voor sommen van minder dan 50 centiem zou geen terugbetaling geschieden.

Die bepaling heeft voor doel een flink opschietend stelsel van terugbetaling te kunnen instellen. Het minimum van 50 centiem vermijdt ingewikkelde geschriften voor onbeduidende gevallen.

Artikel 13 vaardigt de straffen uit, opgelopen in geval van overtreding.

Het is alles behalve gemakkelijk de opbrengst van het statistiekrecht volgens de ontworpen grondslagen van tamelijk dichtbij te ramen. Evenwel schijnt eene dergelijke belasting 6,000,000 frank te kunnen opbrengen.

Uit voorgaanden uitleg zal het Parlement de overtuiging erlangen dat het nieuwe recht gematigd is en tot bij uitstek nuttige doeleinden moet dienen. De Regeering de beschikking geven over de onontbeerlijke gelden om de voorwaarden van vestiging der statistiek te verbeteren, beteekent niet alleen, dat kostbaar documentatiemiddel tot hooger volmaaktheid opvoeren, maar ook, door betere berekening van onzen uitvoer, eene der oorzaken uit den weg ruimen, die onze handelsbalans ongunstig beïnvloeden; de medewerking van onze consulaire vertegenwoordiging in den vreemde vergrooten, staat gelijk met het openen en verruimen van wegen tot afzet voor onze producten over de wereld : om die tweeledige reden worden daarmee ons krediet en onze uitbreiding gediend.

De vorenvermelde schattingen samenvattende, zou de verhooging der ontvangsten er uitzien als volgt :

Invoerrechten	fr. 30,000,000
Accijnsrechten	20,000,000
Evenredig verbruiksrecht	15,000,000
Statistiekrecht	6,000,000

Totaal. fr. 71,000,000

Gezien den staat der Schatkist, koestert de Regeering het vertrouwen dat de Kamers de voorgestelde maatregelen gunstig mogen onthalen.

De Minister van Financiën,
A. JANSSEN

Annexe (N° 12)

CHAMBRE
des Représentants

PROJET DE LOI

portant modification de certains droits d'entrée, d'accise, du droit proportionnel de consommation sur les tabacs fabriqués et établissant un droit de statistique.

Bijlage (N° 12)

KAMER
der Volksvertegenwoordigers

ONTWERP VAN WET

tot wijziging van sommige invoer- en accijnsrechten, alsook van het evenredig verbruiksrecht op de gefabriceerde tabak en tot vestiging van een statistiekrecht.

ALBERT,

ROI DES BELGES

A tous présents et à venir, Salut :

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances est chargé de présenter en Notre nom, aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

DROITS D'ENTRÉE

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve de modification éventuelle des coefficients de majoration dans les conditions prévues par l'art. 9 de la loi du 8 mai 1924, le tarif des douanes est révisé ainsi qu'il suit, en ce qui concerne les marchandises désignées au tableau ci-après :

N° du tarif	DÉSIGNATION des marchandises	Droits d'entrée		Coefficient de majoration	
		Base	Quotité		
			Tarif maximum		Tarif minimum
			Fr.	Fr.	
195	Huiles de pétrole, de schiste, de lignite et autres huiles minérales similaires :				
	a).....				
	b) Huiles raffinées ou épurées, légères, d'une densité inférieure à 0.78 à 15 degrés centigrades (éthers de pétrole et essences)	Hectol.	60.— (1)	20.— (1)	2

(1) Le Gouvernement est autorisé, le cas échéant, à rendre applicable ces droits aux produits classés sous le numéro 193 du Tarif.

Il peut aussi, au besoin, établir sur les éthers de pétrole et essences fabriqués dans le pays un droit calculé en fonction du taux applicable à l'entrée.

ALBERT,

KONING DER BELGEN

• Aan allen tegenwoordigen en toekomstenden, Heil :

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën,

• WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën is belast met het voorleggen, in Onzen naam, aan de Wetgevende Kamers, van het ontwerp van wet waarvan de inhoud volgt :

INVOERRECHTEN

ARTIKEL EÉN. — Onder voorbehoud van gebeurlijke wijziging van de coëfficiënten van verhooging in de voorwaarden voorzien bij artikel 9 der wet van 8 Mei 1924, wordt het Toeltarief wat betreft de goederen vermeld in de navolgende tabel, herzien als volgt :

N ^o van het tarief	AANDUIDING der goederen	Invoerrechten			Coeffi- cienten van verhooging
		Maatstaf	Aandeelsbedrag		
			Maximum tarief	Minimum tarief	
			Fr.	Fr.	
195	Petroleum-, lei-, en bruin- koololiën en andere der- gelijke minerale oliën :				
	a)				
	b) Geraffineerde of gezui- verde oliën, lichte, met eene dichtheid van min- der dan 0.78, aan 15 gra- den centigraad (petro- leumether en essences) .	Hectol.	60.— (1)	20.— (1)	2

(1) De Regering is gemachtigd, diergevallende, deze rechten toepasselijk te maken op de producten gerangschikt onder nummer 193 van het Tarief.

Zij mag eveneens, zoo noodig, op de in het land vervaardigde petroleumethers en essences een recht vaststellen, berekend in verhouding tot het bedrag toegepast bij den invoer.

N° du tarif	DÉSIGNATION des marchandises	Droits d'entrée			Coefficient de majoration
		Base	Quotité		
			Tarif maximum	Tarif minimum	
			Fr.	Fr.	
259	Bières :				
	a) En cercles	Hectol.	60.---	20.---	2
	b) En bouteilles (1)	Hectol.	90.---	30.---	2
260	Hydromel :				
	a) En cercles	Hectol.	60.—	20.—	2
	b) En bouteilles (1)	Hectol.	90.—	30.—	2
261	Autres boissons fermentées, non dénommées ni comprises ailleurs (cidre, poiré, etc.) :				
	a) En cercles	Hectol.	60.—	30.—	2
	b) En bouteilles (1)	Hectol.	90.—	30.—	2

(1) Ne sont pas considérés comme logés en bouteilles, les bières, hydromels et autres boissons fermentées non dénommées ni comprises ailleurs, importés en bouteilles, cruchons et autres récipients, dont la contenance est supérieure à 10 litres.

DROITS D'ACCISE

Art. 2. — § 1^{er}. — Le droit d'accise sur la fabrication de la bière est fixé à 40 centimes par kilogramme de matières première déclaré.

§ 2. — Le Gouvernement est autorisé à fixer le taux de la décharge de l'accise;

a) *Sur les bières*, en cas de transcription des droits du compte d'un brasseur à celui d'un fabricant de vinaigre;

b) *Sur les bières et vinaigres*, en cas d'exportation ou de dépôt en entrepôt public.

Il détermine aussi les conditions auxquelles est subordonné l'octroi de ces décharges.

§ 3. — L'article 2 de la loi du 3 août 1919 est abrogé.

Nr van het tarief	AANDU DING der goederen	Invoerrechten			Coeffi- cienten van verhooging
		Maatstaf	Aandeelsbedrag		
			Maximum t. rief	Minimum tarief	
			Fr.	Fr.	
250	Bier :				
	a) Op vaten	Hectol.	60.—	20.—	2
	b) Op flesschen (1) ...	Hectol.	90.—	30.—	2
260	Honigdrank :				
	a) Op vaten	Hectol.	60.—	20.—	2
	b) Op flesschen (1) ...	Hectol.	90.—	30.—	2
261	Andere gegiste dranken elders ni t genoemd noch begrepen (appeldrank , perendrank):				
	a) Op vaten	Hectol.	60.—	20.—	2
	b) Op flesschen (1)	Hectol.	90.—	30.—	2

(1) Worden niet beschouwd als zijnde verrat in flesschen het bier, honigdrank en andere gegiste dranken, elders niet genoemd noch begrepen, ingevoerd op flesschen, knikjes en andere dergelijke recipienten waarvan de inhoud 10 liter te boven gaat.

ACCIJSRECHTEN

ART. 2. — § 1. — Het accijsrecht op het vervaardigen van bier wordt vastgesteld op 40 centiem per kilogram aangegeven grondstof.

§ 2. — De Regeering is gemachtigd het bedrag der afschrijving van den accijs vast te stellen :

a) *Op het bier*, in geval van overschrijving der rechten van de rekening van eenen brouwer op die van eenen azijnmaker;

b) *Op het bier en den azijn*, in geval van uitvoer of van opslag in openbaar entrepot.

Zij bepaalt ook de voorwaarden waaraan het verleen van deze afschrijvingen onderworpen is.

§ 3. — Artikel 2 der wet van 3 Augustus 1919 wordt ingetrokken.

DROIT PROPORTIONNEL DE CONSOMMATION

ART. 3. — Les taux des droits proportionnels de consommation sur les tabacs fabriqués établis par l'article 3, § 1^{er}, de la loi du 31 mars 1921, sont révisés comme suit :

A. — CIGARES.

Catégorie	PRIX DE VENTE AU DÉTAIL				Taux du droit
					la pièce
1	Jusque fr. 0.20 la pièce				1 centime
2	Plus de fr. 0.20 jusque fr. 0.30				2 centimes
3	—	0.30	—	0.40	3 —
4	—	0.40	—	0.50	4 —
5	—	0.50	—	0.60	5 —
6	—	0.60	—	0.70	6 —
7	—	0.70	—	0.80	7 —
8	—	0.80	—	0.90	8 —
9	—	0.90	—	1.00	9 —
10	—	1.00	—	1.25	11 —
11	—	1.25	—	1.50	13 —
12	—	1.50	—	1.75	15 —
13	—	1.75	—	2.00	18 —
14	—	2.00	—	2.50	24 —
15	—	2.50	—	3.00	30 —
16	—	3.00	—	3.50	35 —
17	—	3.50	—	4.00	40 —
18	—	4.00	—	4.50	50 —
19	—	4.50	—	5.00	60 —

et ainsi de suite, en appliquant un impôt de 12 p. c. sur les prix de vente au détail.

EVENREDIG VERBRUIKSRECHT.

Art. 3. — De percentsbedragen van het evenredig verbruiksrecht op de gefabriceerde tabak vastgesteld bij artikel 3, paragraaf 1, der wet van 31 Maart 1921, worden herzien als volgt :

A. — SIGAREN.

Reeks	VERKOOPPRIJS IN 'T KLEIN	Bedrag van het recht
		Het stuk
1	Tot 20 centiem het stuk	1 centiem
2	Meer dan fr. 0.20 tot fr. 0.30	2 —
3	— 0.30 — 0.40	3 —
4	— 0.40 — 0.50	4 —
5	— 0.50 — 0.60	5 —
6	— 0.60 — 0.70	6 —
7	— 0.70 — 0.80	7 —
8	— 0.80 — 0.90	8 —
9	— 0.90 — 1.—	9 —
10	— 1.— — 1.25	11 —
11	— 1.25 — 1.50	13 —
12	— 1.50 — 1.75	15 —
13	— 1.75 — 2.—	18 —
14	— 2.— — 2.50	24 —
15	— 2.50 — 3.—	30 —
16	— 3.— — 3.50	35 —
17	— 3.50 — 4.—	40 —
18	— 4.— — 4.50	50 —
19	— 4.50 — 5.—	60 —

en zoo voort, met toepassing eener belasting van 12 t. h. op den verkoopprijs in 't klein.

B. — CIGARILLOS (1).

Catégorie	PRIX DE VENTE AU DÉTAIL				Taux du droit
					les 10 pièces
1	Jusque 40 centimes le paquet de 10 pièces				1 centime
2	Plus de fr. 0.40 jusque fr. 0.50				2 centimes
3	—	0.50	—	0.60	3 —
4	—	0.60	—	0.70	4 —
5	—	0.70	—	0.80	5 —
6	—	0.80	—	0.90	6 —
7	—	0.90	—	1.—	7 —
8	—	1.—	—	1.25	9 —
9	—	1.25	—	1.50	11 —
10	—	1.50	—	1.75	13 —
11	—	1.75	—	2.—	15 —
12	—	2.—	—	2.50	20 —
13	—	2.50	—	3.—	25 —
14	—	3.—	—	3.50	30 —
15	—	3.50	—	4.—	36 —
16	—	4.—	—	4.50	43 —
17	—	4.50	—	5.—	50 —

(1) Sont considérés comme cigarillos, les mêmes cigares dont le poids est inférieur à 3 kilogrammes les 1,000 pièces.

et ainsi de suite, en appliquant un impôt de 10 p. c. sur le prix de vente au détail.

B. — CIGARILLO'S (1).

Reeks	VERKOOPPRIJS IN 'T KLEIN	Bedrag van het recht
1	Tot 40 centiem het pakje van 10 stukken	de 10 stukken 1 centiem
2	Meer dan fr. 0.40 tot fr. 0.50	2 —
3	— 0.50 — 0.60	3 —
4	— 0.60 — 0.70	4 —
5	— 0.70 — 0.80	5 —
6	— 0.80 — 0.90	6 —
7	— 0.90 — 1.—	7 —
8	— 1.— — 1.25	9 —
9	— 1.25 — 1.50	11 —
10	— 1.50 — 1.75	13 —
11	— 1.75 — 2.—	15 —
12	— 2.— — 2.50	20 —
13	— 2.50 — 3.—	25 —
14	— 3.— — 3.50	30 —
15	— 3.50 — 4.—	36 —
16	— 4.— — 4.50	43 —
17	— 4.50 — 5.—	50 —

(1) Worden als cigarillo's beschouwd, de kleine sigaren waarvan het gewicht minder is dan 3 kilogram de 1.000 stuks.

en zoo voort, met toepassing eener belasting van 10 t. h. op den verkoopprijs in 't klein.

C. — CIGARETTES.

Catégorie	PRIX DE VENTE AU DÉTAIL				Taux du droit
					les 10 pièces
1	Jusque 20 centimes le paquet de 10 pièces				2 centimes
2	Plus de fr. 0.20 jusque fr. 0.30				4 —
3	—	0.30	—	0.40	6 —
4	—	0.40	—	0.50	8 —
5	—	0.50	—	0.60	10 —
6	—	0.60	—	0.70	12 —
7	—	0.70	—	0.80	14 —
8	—	0.80	—	0.90	16 —
9	—	0.90	—	1.—	18 —
10	—	1.—	—	1.25	22 —
11	—	1.25	—	1.50	26 —
12	—	1.50	—	1.75	30 —
13	—	1.75	—	2.—	35 —
14	—	2.—	—	2.50	45 —
15	—	2.50	—	3.—	55 —
16	—	3.—	—	3.50	65 —
17	—	3.50	—	4.—	75 —
18	—	4.—	—	4.50	90 —
19	—	4.50	—	5.—	1.10 fr.

et ainsi de suite, en appliquant un impôt de 22 p. c. sur le prix de vente au détail.

C. --- CIGARETTEN.

Reeks	VERKOOPPRIJS IN 't KLEIN	Bedrag van het recht
		de 10 stukken
1	Tot 20 centiem het pakje van 10 stukken	2 centiem
2	Meer dan fr. 0.20 tot fr. 0.30	4 —
3	— 0.30 — 0.40	6 —
4	— 0.40 — 0.50	8 —
5	— 0.50 — 0.60	10 —
6	— 0.60 — 0.70	12 —
7	— 0.70 — 0.80	14 —
8	— 0.80 — 0.90	16 —
9	— 0.90 — 1.—	18 —
10	— 1.— — 1.25	22 —
11	— 1.25 — 1.50	26 —
12	— 1.50 — 1.75	30 —
13	— 1.75 — 2.—	35 —
14	— 2.— — 2.50	45 —
15	— 2.50 — 3.—	55 —
16	— 3.— — 3.50	65 —
17	— 3.50 — 4.—	75 —
18	— 4.— — 4.50	90 —
19	— 4.50 — 5.—	1.10 Fr.

en zoo voort, met toepassing eener belasting van 22 t. h. op den verkoopprijs in 't klein.

D. — TABAC A FUMER, TABAC A PRISER ET TABAC A MACHER,
VENDU A L'ÉTAT SEC.

Catégories	PRIX DE VENTE AU DÉTAIL	Taux du droit
		les 100 grammes
1	Jusque 60 centimes le paquet 100 grammes	6 centimes
2	Plus de fr. 0.60 jusqu'à fr. 0.80	8 —
3	0.80 — 1.—	11 —
4	— 1.— — 1.20	13 —
5	— 1.20 — 1.40	15 —
6	— 1.40 — 1.60	18 —
7	— 1.60 — 1.80	21 —
8	— 1.80 — 2.—	24 —
9	— 2.— — 2.40	29 —
10	— 2.40 — 3.—	38 —
11	— 3.— — 3.40	45 —
12	— 3.40 — 4.—	55 —
13	— 4.— — 4.40	64 —
14	— 4.40 — 5.—	75 —

et ainsi de suite en appliquant un impôt de 15 p. c. sur le prix de vente au détail.

E. — TABAC A MACHER VENDU A L'ÉTAT HUMIDE.

Une seule catégorie : 50 centimes au kilogramme.

ART. 4. — Le Ministre des Finances est autorisé à établir, dans les barèmes fixés par l'art. 3 des catégories intermédiaires, sous réserve d'en fixer les taux en fonction de ceux afférents aux catégories existantes.

ART. 5. — L'art. 19, § 1^{er}, de la loi du 20 octobre 1919 est modifié comme suit :

« ART. 19. — § 1^{er}. — Le droit proportionnel de consommation sur les tabacs fabriqués est perçu au moyen de bandelettes apposées par le fabricant ou par l'importateur.

» a) En ce qui concerne les *cigares*, sur chaque pièce;

» b) en ce qui concerne les *autres produits*, sur chaque emballage. »

ART. 6. — Le Gouvernement est autorisé à percevoir, d'après les modalités qu'il déterminera, le complément de droits ressortissants du nouveau tarif pour les produits qui, lors de la mise à exécution de l'art. 3 de la présente loi, porteraient encore des bandelettes de l'ancien barème.

D. — ROOK-, SNUIF- EN DROGE PRUIMTABAK.

Reeks	VERKOOPPRIJS IN 'T KLEIN	Bedrag van het recht
		het pakje van 100 gram
1	Tot 60 centiem het pakje van 100 gram	6 centiem
2	Meer dan fr. 0.60 tot fr. 0.80	8 —
3	— 0.80 — 1.—	11 —
4	— 1.— — 1.20	13 —
5	— 1.20 — 1.40	15 —
6	— 1.40 — 1.60	18 —
7	— 1.60 — 1.80	21 —
8	— 1.80 — 2.—	24 —
9	— 2.— — 2.40	29 —
10	— 2.40 — 3.—	38 —
11	— 3.— — 3.40	45 —
12	— 3.40 — 4.—	55 —
13	— 4.— — 4.40	64 —
14	— 4.40 — 5.—	75 —

en zoo voort, met toepassing eener belasting van 15 t. h. op den verkoopprijs in 't klein.

E. — NATTE PRUIMTABAK.

Eene enkele reeks : 50 centiem per kilogram.

ARR. 4. — De Minister van Financiën is gemachtigd, in de barema's vastgesteld bij artikel 3, bijkomende reeksen tusschen te voegen, onder voorbehoud dat hun percentsbedrag in verhouding zij tot datgene in verband met de bestaande reeksen.

ARR. 5. — Artikel 19, paragraaf 1, der wet van 20 October 1919, wordt gewijzigd als volgt :

« Art. 19. — § 1. — Het evenredig verbruiksrecht op de gefabriceerde tabak wordt geïnd door middel van bandjes, geplakt door den fabrikant of door den invoerder :

- » a) Wat de *sigaren* betreft, op elk stuk;
- » b) Wat de *andere producten* betreft, op elke verpakking. »

ARR. 6. — De Regeering is gemachtigd, volgens de wijzen die zij zal bepalen, het aanvullend recht te innen dat voortvloeit uit het nieuwe tarief, voor de producten die, bij het van kracht worden van artikel 3 dezer wet, nog van bandjes van het oude barema zouden voorzien zijn.

DROIT DE STATISTIQUE

ART. 7. — Il est établi sur les marchandises importées ou exportées, quelle qu'en soit la provenance ou la destination, un droit de statistique suivant le tarif ci-après :

Animaux vivants des espèces chevaline, mulassière, asine, bovine, ovine, caprine ou porcine : 5 centimes par tête.

Marchandises en futailles, caisses, paniers, sacs ou autres emballages : 5 centimes par colis.

Marchandises non emballées :

En lots de plus de 3 tonnes : 5 centimes par tonne ou fraction de tonne, avec minimum de 50 centimes;

En lots de 3 tonnes ou moins : 15 centimes par tonne ou fraction de tonne.

ART. 8. — Sont affranchis du droit de statistique :

a) les marchandises qui ne sont pas comprises dans la statistique commerciale;

b) Les marchandises qui sont expédiées en transit, même avec emprunt d'entrepôt, le droit demeurant applicable, tant à la sortie qu'à l'entrée, aux marchandises qui, non exemptées, en vertu des dispositions du littéra a, font l'objet d'admissions temporaires;

c) Les menus objets accompagnant les voyageurs, aussi ceux importés ou exportés dans le trafic frontalier.

ART. 9. — § 1^{er}. — Le Gouvernement est autorisé à réduire ou à supprimer éventuellement, pour certaines marchandises ou catégories de marchandises, les droits fixés par l'art. 7.

§ 2. — Le Ministre des Finances peut décider que certaines marchandises ou catégories de marchandises, bien que transportées en colis, ne seront assujetties qu'au droit afférent aux marchandises non emballées.

ART. 10. — Le droit de statistique est perçu par le moyen de timbres dont l'emploi et le modèle sont déterminés par arrêté royal.

ART. 11. — § 1^{er}. — Les importateurs et les exportateurs sont tenus de remettre à la douane une déclaration spéciale pour la statistique dans les conditions à fixer par le Ministre des Finances.

§ 2. — Les agents de la douane ont le droit de se faire présenter les documents de transport qui se rapportent aux marchandises importées ou exportées.

ART. 12. — Le Ministre des Finances prend les mesures d'exécution nécessaires pour assurer la perception régulière du droit de statistique.

Il fixe aussi les conditions de remboursement des droits indûment acquittés.

Les sommes inférieures à 50 centimes ne sont pas restituées.

ART. 13. — § 1^{er}. — Seront punis d'une amende égale au décuple du droit de statistique, sans que cette pénalité puisse être inférieure à cinquante francs :

1° Tout refus de la part des importateurs ou des exportateurs de se conformer aux dispositions de l'art. 11.;

2° Toute inexactitude dans la déclaration des bases de perception du droit;

3° Toute infraction aux dispositions réglementaires prises par le Gouvernement ou par le Ministre des Finances en vertu de la présente loi.

§ 2. — Les poursuites judiciaires éventuelles seront exercées à la requête du Ministre des Finances conformément à la procédure usitée en matière de douane et d'accise.

ART. 14. — Le Gouvernement fixera la date à laquelle entreranno en vigueur les diverses dispositions de la présente loi.

Donné à Bruxelles, le 12 novembre 1925.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
ALB. JANSSEN.

STATISTIEKRECHT

ART. 7. --- Op de in- en uitgevoerde goederen, welk ook de herkomst of de bestemming er van zijn wordt een statistiekrecht vastgesteld volgens navolgend tarief :

Levende dieren van het paarden-, muilnier-, ezelen-, runder-, schapen-, geiten-, en varkensras : 5 centiem per kop.

Goederen in vaten, kisten, manden, zakken of andere verpakkingen : 5 centiem per colli.

Niet verpakte goederen :

In loten van meer dan 3 ton : 5 centiem per ton of breuk daarvan, met minimum van 50 centiem;

In loten van 3 ton of minder : 15 centiem per ton of breuk daarvan.

ART. 8. --- Zijn van het statistiekrecht vrij :

a) De goederen die niet in de handelsstatistiek vermeld zijn;

b) De goederen die verzonden worden in doorvoer, zelfs met gebruikmaking van entrepot, daar het recht, zoowel bij den in- als bij den uitvoer, toepasselijk blijft op de goederen die, niet vrijgesteld krachtens de bepalingen van littera a, het voorwerp van tijdelijke toelatingen uitmaken;

c) De geringe voorwerpen die de reizigers bij zich dragen, alsmede deze in- of uitgevoerd in het grensverkeer.

ART. 9. --- § 1. --- De Regeering is gemachtigd, voor sommige goederen of reeksen van goederen, de bij artikel 7 vastgestelde rechten gebeurlijk te verminderen of af te schaffen.

§ 2. --- De Minister van Financiën mag beslissen dat sommige goederen of reeksen van goederen, alhoewel in colli vervoerd, slechts aan het recht op de verpakte goederen zullen onderworpen worden.

ART. 10. --- Het statistiekrecht wordt geheven door middel van zegels waarvan het gebruik en het model bij koninklijk besluit vastgesteld worden.

ART. 11. --- § 1. --- De in- en uitvoerders zijn gehouden, in de voorwaarden vast te stellen door den Minister van Financiën, aan de douane eene bijzondere aangifte over te leggen voor de statistiek.

§ 2. --- De tolagenten hebben het recht zich de vervoerbescheiden, verband houdende met de in- of uitgevoerde goederen, te doen voorleggen.

ART. 12. --- De Minister van Financiën neemt de noodige uitvoeringsmaatregelen om de regelmatige heffing van het statistiekrecht te verzekeren.

Hij stelt ook de voorwaarden vast voor de terugbetaling der ten onrechte betaalde rechten.

De sommen van minder dan 50 centiem worden niet terugbetaald.

ART. 13. --- § 1. --- Zullen gestraft worden met eene boete gelijk aan het tienvoudige van het statistiekrecht, zonder dat deze geldstraf minder mag zijn dan 50 frank :

1^o Elke weigering van wege de in- of uitvoerders zich naar de bepalingen van artikel 11 te gedragen;

2^o Elke onjuistheid in de aangifte van de grondslagen tot het innen van het recht;

3^o Elke overtreding van de krachtens deze wet door de Regeering of door den Minister van Financiën genomen reglementaire schikkingen.

§ 2. --- De gebeurlijke gerechtelijke vervolgingen zullen ingespannen worden ten verzoeken van den Minister van Financiën overeenkomstig de gebruikelijke rechtspleging in zake tol en accijns.

ART. 14. --- De Regeering zal den datum van het van kracht worden van de verschillende bepalingen dezer wet vaststellen.

Gegeven te , den November 1925.

Van 's Konings wege :

De Minister van Financiën